

Notre avenir se construit par nos luttes !

Il y a un an, nous écrivions « *quelle que soit l'issue des élections, le changement dépend de nous, de notre volonté et de notre capacité à faire plier le patronat, les puissances d'argent, et les gouvernements qui veulent nous faire payer leur crise* ». Ceci est toujours d'actualité. Contrairement à ce que véhiculent les média, notre problème n'est pas la côte de popularité présidentielle ou le nom du Premier ministre. La montée du chômage et de la pauvreté, les scandales financiers à répétition et le discrédit des « élites » politiques provoquent la montée de l'extrême droite et de ses idées nauséabondes.

Dans ce contexte, le mouvement syndical qui s'inscrit dans la transformation sociale a une responsabilité importante.

Nous devons proposer des réponses alternatives, porteuses d'un nouveau modèle social, articulant garanties sociales et transition écologique, combinant productions socialement utiles et préservation des biens communs, dans le cadre d'une démocratie sociale refondée.

Face aux patrons qui nous exploitent, face au gouvernement qui les appuie et attaque services et fonctions publics, le changement passe par nos actions collectives, par les luttes sociales : A nous de décider et d'agir !

Imposons un autre partage de la richesse, pour cesser de voler celles et ceux qui la produisent par leur travail !

La crise ? Mais les patrons se portent bien !

Patrons et actionnaires des entreprises privées prennent prétexte de « la crise » pour augmenter leurs bénéfices. On nous rabâche que la situation est difficile, qu'il faut faire des efforts ; celles et ceux qui résistent sont vilipendé-es et réprimé-es. En réalité, il s'agit de nous imposer un renoncement à nos droits, à nos acquis sociaux, pour que prospèrent les profits d'une minorité.

Les licenciements se multiplient : la compassion ministérielle n'est pas la réponse dont ont besoin les salarié-es ; il faut des actes :

- Ponctionner les actionnaires qui se sont enrichi-es durant des années en profitant du travail de celles et ceux aujourd'hui menacé-es de licenciement.
- Suspendre les licenciements et imposer le droit de véto des représentant-es du personnel sur les licenciements collectifs. Rendre obligatoire les Comités d'Entreprise dans les entreprises de moins de 50 salarié-es.
- Créer un statut du salarié, applicable à tous et toutes et financé par un fonds patronal mutualisé, pour garantir le maintien du salaire entre deux emplois et pendant les formations de reconversion.
- Réduire le temps de travail (pas les salaires) pour éliminer le chômage.
- En finir avec les CDD, le temps partiel imposé, les stages non rémunérés, et ainsi lutter contre la précarité.
- Abroger la loi de flexibilité issue de l'accord rédigé par le MEDEF et cautionné par CFDT, CFTC, CGC, UNSA.



Les licenciements, la flexibilité, les conditions de travail détériorées, ce n'est pas la fatalité !

Partout en France, il y a des salarié-es en lutte. Le rôle des organisations syndicales est de les soutenir, de les coordonner, de créer un débouché national interprofessionnel pour les unifier.

Licenciements, flexibilité, salaires de misère et pendant ce temps-là ...

Le patrimoine professionnel de Bernard Arnault, patron de LVMH, représente 21,2 milliards d'euros. Il faudrait à un-e smicard-e 1,6 million d'années pour gagner cette somme. Et encore il ne s'agit que de son patrimoine professionnel...

Services publics, fonction publique : il faut rompre avec la politique de casse



Les effectifs de la Fonction publique et des entreprises publiques diminuent encore : le gouvernement continue de supprimer des emplois, aggravant le chômage des jeunes. Il recrute, temporairement et en nombre insuffisant, d'autres jeunes qu'il précarise dans les administrations et services publics.

Poursuivant la tâche à laquelle tous les gouvernements depuis 25 ans s'attèlent, il prévoit de laisser la place aux intérêts privés dans plusieurs entreprises publiques.

Dans la Fonction publique, l'Etat-patron impose 5 années de blocage des salaires, précarise l'emploi et poursuit les restructurations.

Une alternative est possible :

- Renforcer les services publics, revenir sur les privatisations des précédents gouvernements.
- Avec les emplois statutaires et les moyens financiers nécessaires à la satisfaction des besoins collectifs sur tout le territoire.

Dans la Fonction publique et dans plusieurs entreprises publiques, des initiatives revendicatives nationales et unitaires se construisent. Les syndicats Solidaires en sont toujours parti-prenantes et souvent à l'initiative.

Nous devons les faire converger avec les luttes dans les entreprises privées, celles des chômeurs et chômeuses, etc.

Retraites : contre leurs mauvais coups, organisons-nous !

A la grande satisfaction du patronat, le gouvernement annonce une nouvelle contre-réforme des retraites. **Allongement de la durée de cotisations, diminution des pensions, décote, ...** comme en 1993, en 2003, en 2007, en 2010, on va nous dire qu'il faut « sauver les retraites » alors que leur objectif est de diminuer les droits des travailleurs et des travailleuses.

La fin des exonérations de cotisations sociales, le règlement de la dette patronale, l'arrêt de la fraude sociale du patronat, ainsi qu'une autre répartition de la richesse créée, plus favorable aux salarié-es, pourrait **garantir nos retraites pour très, très longtemps !**

Le gouvernement préfère prendre dans la poche des salarié-es et des retraité-es que de s'affronter réellement au « monde la finance » !

Sans tarder, préparons une lutte d'ampleur pour refuser de nouvelles remises en cause du droit à la retraite. L'Union syndicale Solidaires appelle à une riposte unitaire, à constituer des comités unitaires, dans les entreprises, les services et les localités. Expliquons, débattons, démontrons qu'**il n'y a pas de « problème des retraites »** et que des solutions existent pour garantir et améliorer la retraite par répartition : par exemple, **augmenter les cotisations patronales au lieu de distribuer des dividendes aux actionnaires !**

La protection sociale, variable d'ajustement des politiques d'austérité

Comme dans tous les pays d'Europe, la crise de la dette et la mise en place de politiques d'austérité sont le prétexte à l'**attaque de la protection sociale sous toutes ses formes** : santé, action sociale, retraites, politique familiale, système de sécurité sociale, assurance chômage...

70 milliards de fraude et évasion fiscale, chaque année en France.

Des mesures sont possibles pour la combattre :

- Embaucher des agents pour le contrôle fiscal.
- Exiger des banques la communication de l'identité de tous les ressortissants français détenteurs de comptes à l'étranger
- Obliger les banques opérant en France à fermer leurs filiales dans les paradis fiscaux.

Le 15 juin, à Paris, manifestation nationale pour la santé et la protection sociale !

L'Union syndicale Solidaires participera à la manifestation nationale unitaire pour la défense de la santé, de l'action sociale et de la protection sociale, le 15 juin, à Paris. **De nombreuses organisations syndicales et associations, soutenues par des organisations politiques, s'unissent pour réussir cette manifestation.**



Nous participons à la marche contre le chômage, du 15 juin au 6 juillet

Plus de 3 millions de chômeurs et chômeuses reconnu-es par le gouvernement, en réalité plus de 5 millions de privé-es d'emploi, 8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, c'est insupportable. Cette situation est entretenue par le patronat car elle met l'ensemble de la population sous pression ; une partie est exclue de tous les droits élémentaires (un toit, la santé, la protection sociale, etc.), les autres sont soumis au chantage à la flexibilité, à la baisse des salaires et au licenciement. Les profits d'une minorité sont financés par le chômage et la précarité généralisés.

L'Union syndicale Solidaires sera, aux côtés des associations de chômeurs/ses, participera aux marches qui parcourront la France dans les prochaines semaines. Chômeurs/ses, salarié-es, retraité-es, jeunes en formation : nous agissons ensemble car nos intérêts sont communs.

N'oublions pas les enseignements du passé : repoussons la haine de l'autre !

Le droit au mariage pour toutes et tous marque une rupture avec le précédent gouvernement. Les forces réactionnaires ne s'y sont pas trompées, utilisant ce sujet pour mener bataille, y compris dans la rue. Mais cette avancée dans l'égalité des droits ne masque pas la réalité générale : **homophobie, racisme, sexisme demeurent de détestables pratiques courantes.** Elles sont encouragées par des décisions gouvernementales : la stigmatisation et les expulsions de Roms, le refus de régulariser les sans-papiers qui pourtant contribuent à la vie économique de notre pays depuis des années (par leurs impôts, par leur travail,...), l'absence de mesures contraignantes pour passer de l'égalité formelle à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'affaire Cahuzac montre une continuité certaine dans le milieu politique : le mensonge y est de règle. Le Front National tente de surfer sur ce discrédit alors que sa propre propagande est basée sur le mensonge ! S'attaquer au fonds du problème suppose d'autres réponses que la marque des voitures de chaque ministre : la durée des mandats, l'obligation d'en rendre compte pour permettre un contrôle par celles et ceux qui l'ont confié, la possibilité de révocation sans attendre 5 ou 6 ans, des lieux de décisions au plus près de la population, le droit de vote pour tous les résident-es quelle que soit leur nationalité, ... autant de sujets soigneusement écartés par le pouvoir !

Pour Solidaires, le combat pour les libertés et l'égalité des droits est essentiel. Nous combattons résolument les totalitarismes. Le Front National, comme toute l'Extrême-Droite, n'a que faire des intérêts des travailleurs/ses ; il ne vise qu'à diviser les classes populaires, entre français et immigré-es, entre chômeurs/ses et salarié-es, entre fonctionnaires et privé, etc. **Ne laissons pas s'installer la haine !**

Le nationalisme est une impasse. L'Union syndicale Solidaires est engagée dans la construction d'un **Réseau syndical international de solidarité et de luttes.** C'est indispensable, face aux patrons qui, eux, sont organisés d'un pays à l'autre. En Europe notamment, nous devons faire converger nos luttes contre les politiques d'austérité.

Nous voulons un autre partage des richesses. Répondre aux besoins sociaux, revaloriser les allocations chômage, minima sociaux, les salaires et les retraites, diminuer le temps de travail et créer des emplois, ... Oui, c'est possible ! Il faut rompre avec les politiques menées depuis des décennies et assumer un affrontement direct avec le patronat, les actionnaires, les banquiers, avec tous les donneurs de leçons qui volent les richesses et font prospérer les paradis fiscaux.